

Expressions

Numéro 97 - septembre 2020 - 1 euro

Solidaires

Journal de l'Union syndicale Solidaires

URGENCES

SOCIALES

ET CLIMATIQUES



expressions **Solidaires**

Cette page propose des informations à travailler et diffuser pour la réflexion et l'action.

Il faut allier le pessimisme de l'intelligence à l'optimisme de la volonté

Cette maxime que l'on attribue au philosophe Antonio Gramsci résonne avec force dans la période. La covid-19 est une accélératrice et une révélatrice d'un monde qui meurt et qui cherche à nous entraîner dans sa chute. Ainsi, le système économique capitaliste, pour maintenir au final ses taux de profits, n'est pas capable de faire face autrement qu'en supprimant des millions d'emplois. Les plus fragiles payent pour les milliardaires. Dans le même temps la crise climatique, liée à nos modes de productions et de consommation, s'aggrave. Et les Etats en profitent pour rogner les libertés, les régimes se durcissent contre les opposant-es, les nationalistes aiguissent leurs haines, les extrêmes-droites alimentent et surfent sur le complotisme...

En France, déjà presque 800 000 personnes ont perdu leur travail. Il est à craindre qu'un million de plus se retrouvent au chômage d'ici décembre. Face à cette catastrophe sociale et humaine, la « relance de l'économie » du gouvernement se fait « à l'ancienne » : baisser les impôts des grosses industries, financer le BTP... L'argent public devrait servir à financer une transition plus profonde. Là il s'agit une fois de plus de colmater en urgence et de maintenir

le système en place. Et pendant ce temps les hauts revenus prospèrent sans être mis à contribution.

Il y a nécessité et urgence à porter des ruptures fortes

C'est le moment d'inventer d'autres choses, d'aller de l'avant, vers un modèle durable et solidaires, social et écologique, qui soit profondément féministe et anti-raciste, qui ne base pas sa création de richesses sur l'exploitation des humains, sur la destruction de la nature mais sur les besoins. Alors oui il faut poser la question de l'utilité sociale du travail, de la place des salarié-es au sens large dans la prise de décision et le contrôle de ce qu'elles/ils produisent, donc au final de la forme des entreprises. C'est le temps de la reconversion et de la relocalisation. C'est le moment de porter de façon large et unitaire une autre répartition des richesses, un partage du temps de travail qui permette de ne laisser personne sur le bord de la route. C'est ce que notre Union syndicale, qui tiendra en octobre un congrès extraordinaire pour développer nos réponses dans le contexte actuel, cherche à faire en participant au CUSE (collectif

urgence sociale et écologique) qui regroupe des syndicats et des associations. Ce collectif a lancé en mars la pétition « Plus jamais ça » et a élaboré en mai un plan de sortie de crise.

Des exemples concrets existent, comme la Coop des Masques, initiative bretonne visant à produire autrement ces objets devenus tellement essentiels à nos vies. On ne manque pas d'idée ni de volonté. Alors oui la situation est difficile. L'analyse de la période pourrait rendre pessimiste. Mais par la lutte on peut tout changer. On voit que c'est parmi les plus précarisé-es et invisibilisé-es, chez les sans-papier-es, que la revendication de justice sociale et d'égalité des droits fait tache d'huile et pousse à la mobilisation, notamment à travers des marches dès la mi-septembre sur l'ensemble du territoire qui convergeront sur Paris le 17 octobre pour une marche nationale pour la régularisation des Sans Papiers, la fermeture des Centres de rétention et un logement pour tout-es. Il n'y a rien d'inéluctable. L'histoire n'est pas écrite à l'avance. **C'est en agissant, en utilisant et renforçant notre outil collectif, le syndicat de lutte, que nous allons inverser la vapeur, que nous allons gagner un autre avenir, émancipateur et égalitaire!**

**DU TRAVAIL
POUR TOUTES ET TOUS**

CONTRE LE CHÔMAGE

NON

Union
syndicale
Solidaires

SANS PERTE DE SALAIRE

C'EST POSSIBLE !

DES REVENDICATIONS ET DES SOLUTIONS ! FACE À LA CRISE, ET AUX LICENCIEMENTS...

DES LICENCIEMENTS EN MASSE

On le savait, la crise du Covid a généré des plans de licenciements et une augmentation sans précédent du chômage : entre 800 000 et un million de chômeurs-euses de plus à l'horizon du printemps 2021 sont annoncés officiellement.

Selon le dernier rapport de la DARES paru le 20 Août 2020: En tout, depuis le 1^{er} mars, 49 000 ruptures de contrats de travail ont été envisagées dans le cadre d'un Plan de Sauvegarde de l'Emploi (PSE), procédure obligatoire dès 10 licenciements dans toute entreprise de plus de 50 salarié-es. C'est environ trois fois plus que l'année dernière sur la même période. Les deux premières semaines de juillet ont même été catastrophiques en la matière, avec environ 16 000 PSE envisagés. Et c'est compter sans les 2 700 procédures de « petits » licenciements collectifs (de moins de 10 salarié-es) répertoriés ou les centaines de milliers d'intérimaires dont la mission a pris fin.

Le secteur du commerce est lourdement impacté, avec environ 16 000 emplois menacés dans le secteur de l'habillement. Les Accords de Performance Collective (APC) permettent aux patrons de baisser les salaires, d'augmenter le temps de travail, sinon... c'est la porte!

Le 14 juillet, Macron a vanté les accords de performance collective citant l'entreprise Derichebourg, comme une manière de « faire face ensemble à la crise ». Or 163 salarié-es (10% du personnel) quittent l'entreprise suite à l'accord censé sauver l'emploi, signé en juin par un syndicat majoritaire. De fait, les salarié-es étaient largement perdant-es, et cet accord aura permis au final à la direction de licencier avec une indemnité de départ très faible.

Le secteur de l'aéronautique est largement visé : 7 580 postes en moins chez Air France et sa filiale Hop! 5 000 chez l'avionneur Airbus dans l'Hexagone. De nombreux sous-traitants par effet domino vont supprimer leurs effectifs sur l'ensemble du territoire. L'équipementier Daher, par exemple, prévoit de couper 1 300 postes répartis sur ses sites d'Occitanie, de Loire-Atlantique et de la région Centre.

Air France : extrait du tract de Sud Aérien du 3 juillet : *La direction veut détruire 6 560 emplois en 2 ans. Pour Sud Aérien il est intolérable que de l'argent public soit utilisé pour mettre des salariés dehors ! D'ici fin 2022, la direction s'attend à environ 3 500 départs naturels (retraites, démissions, ...). 3 060 postes supplémentaires seront supprimés à travers des plans de Ruptures Conventionnelles Collectives, et à travers un Plan Départ Volontaire/PSE (pour les effectifsSol). Sud Aérien exige la préservation des emplois et l'embauche des jeunes.*

Le secteur de la chimie, de l'industrie n'est pas en reste

Extrait du Tract de Sud Renault du 16 juin : En France, 4 600 emplois Renault seraient supprimés et 3 000 parmi les prestataires (sans compter les intérimaires). Les départs naturels n'y suffiront pas. La direction souhaite un nouveau plan de départs dits « volontaires » d'au moins 1 150 salariés. Ce qui signifie, en parallèle, un blocage des embauches. Dans le reste du monde, Renault supprimerait plus de 10 000 emplois... En fait, les deux derniers accords de compétitivité ont permis à Renault de supprimer 12% des effectifs (sans pérenniser les emplois restants) et de faire 25 milliards d'euros de bénéfices ces dix dernières années!

1 233 licenciements sont annoncés chez Nokia (Alcatel-Lucent) et un millier pour le laboratoire pharmaceutique Sanofi, (voir le communiqué du 29 juin de Sud Chimie).

1 000 emplois en moins également pour Hutchinson, filiale de Total spécialisée dans le caoutchouc industriel.

Sur l'ensemble du territoire les annonces de plan de restructuration se multiplient dans des entreprises plus petites...

D'autres secteurs sont menacés, comme la presse écrite (voir la tribune du SNJ « L'argent public ne doit pas aider les éditeurs à brader la presse écrite »)

Le secteur bancaire va continuer de supprimer ses implantations, tandis que dans le secteur public, le discours sur la énième modernisation de l'administration marquera là aussi à n'en pas douter une accélération des suppressions de postes, malgré l'effet de manche du Ségur pour l'hôpital (voir la lettre ouverte de Sud Santé Sociaux du 16 juillet 2020 en réponse au protocole).

Effet d'aubaine pour des entreprises gavées de crédit d'impôts et de subventions aussi!

C'est aussi clairement des « effets d'aubaine » dont certaines grandes entreprises se saisissent pour encore mieux augmenter leurs bénéfices et les dividendes des actionnaires alors qu'elles ne sont pas déficitaires et ont même obtenu des aides conséquentes de l'État!

Sanofi a versé récemment 4 milliards d'euros de dividendes aux actionnaires. Renault bénéficie des aides de l'État, Nokia touche des aides publiques, avec le crédit impôt recherche, avec le CICE... Et rien n'est exigé en contrepartie sur le maintien des emplois.

Derrière ces annonces de licenciements, il ne faut pas oublier non plus la suppression des « petits boulots » qui faisaient tenir les plus précaires, étudiant-es, femmes des secteurs du nettoyage, et les femmes sont majoritaires dans les emplois précaires...

CHANGER LE SYSTÈME PAR LA LUTTE ET NOS REVENDICATIONS

Contrairement à ce que les tenants et profiteurs du système capitaliste ont largement diffusé, il n'y a pas de fatalisme dans les situations que nous vivons aujourd'hui, et rien n'est inéluctable! Il faut changer fondamentalement de système puisque ce système capitaliste détruit l'humain et la planète et les conséquences en sont de plus en plus visibles.

Il nous faudra clairement engager la lutte dès la rentrée, de la manière la plus unitaire possible, pour contrer les plans des grands patrons et ceux du gouvernement, et pour enfin imposer des alternatives concrètes et indispensables qui doivent s'ancrer dans les territoires, les entreprises, les administrations et qui peuvent sortir d'un fatalisme désespérant face aux coups du capitalisme. **Il va falloir des investissements massifs pour créer de l'emploi non précaire notamment par la réduction de temps de travail, par l'augmentation des salaires, l'égalité salariale femmes-hommes, un réel plan d'un million d'emplois pour l'écologie, travailler aux questions de reconversion des emplois vers les emplois pour l'environnement, des services publics reconstruits, et avec des moyens dans tous les domaines indispensables!** Cela nécessite aussi que l'on interroge fondamentalement sur les biens que nous produisons et comment, et sur quelle consommation est compatible avec la préservation de la planète. **Vivre dans un autre monde de justice sociale, écologique, féministe, anti-raciste, suppose aussi fondamentalement une égalité réelle entre les personnes et sortir des systèmes de dominations, tels que le patriarcat, le racisme, le néocolonialisme!**

LES SALAIRES ET L'EMPLOI

- Un statut du ou de la salarié-e permettant une continuité des revenus y compris pendant les périodes de non activité
- Réduire le temps de travail à 32 heures
- Le SMIC à 1 700 euros net.

• Revaloriser les métiers féminins, tous ceux qui ont montré leur absolue nécessité pendant la crise sanitaire

• Imposer l'égalité professionnelle entre femmes et hommes

• **Créer un million d'emplois pour le climat!** Comme le prévoit la plate-forme emploi-climat dont Solidaires fait partie.

LE LOGEMENT

Un moratoire du paiement des loyers et des charges pour les locataires en difficulté ou dont le loyer dépasse le quart du revenu avant APL, dans les foyers de travailleurs migrants et les résidences sociales, dans les cités universitaires pendant la crise, et l'apurement des impayés et la prolongation de la trêve des expulsions jusqu'au 31 octobre (date de la nouvelle trêve hivernale).

- Pas d'expulsions de logements pendant cette période de crise sanitaire!
- Des mesures de réquisition des logements vides, des appartements loués sur les plateformes type airbnb.

LES SERVICES PUBLICS

- De véritables moyens pour les services publics de santé, ainsi que dans les EHPAD, permettant une prise en charge, une politique de prévention, et particulièrement dans les banlieues.
- Une politique de transports collectifs qui permette un accès rapide à tous les besoins, à tous et toutes, vers une politique de gratuité des transports publics. Mener une politique de transport public orientée vers les énergies décarbonées, le transfert de la route vers le rail.
- Plus généralement, il faut des services publics sur tout le territoire, l'arrêt des suppressions d'emploi, titulariser les précaires, cesser la privatisation des missions et leur sous-traitance.

ET POUR LES ÉTUDIANT-ES ?

Le gouvernement a annoncé un plan pour l'emploi des jeunes, avec notamment des exonérations de cotisations patronales pour permettre l'embauche de jeunes (jusqu'à 1,6 SMIC). Il s'agit là de « vieilles recettes » sans impact significatif sur l'emploi et qui fabriquent des travailleurs-euses pauvres!

Solidaires Étudiant-es a réagi aux annonces du premier ministre et rappelé ses revendications : La précarité étudiante ne peut se résoudre avec des mesurées, pour cela, Solidaires étudiant-es revendique à minima : **L'alignement des prix d'accès à la restauration** pour les cursus se trouvant en lycée (Classe Préparatoire, BTS) ou se trouvant éloigné des RU (IFSI, IRTS) sur les prix de la restauration universitaire. **L'augmentation d'au moins 20% du montant des bourses étudiantes.** Le lancement rapide d'un **plan de construction de logements CROUS** afin d'y loger d'ici trois ans 10% des étudiant-es.

LE 17 SEPTEMBRE, PAR LA GRÈVE ET LA MANIFESTATION, POSONS UNE PREMIÈRE PIERRE À L'ÉDIFICE POUR UN MONDE SOCIAL, FÉMINISTE, ÉCOLOGISTE, C'EST ENSEMBLE, DANS LA RUE QUE NOUS L'OBTIENDRONS !

* Pour retrouver les liens vers les différentes expressions de structures membres citées c'est là : <https://solidaires.org/Crise-licenciements-et-precarite-une-rentree-de-lutte-a-preparer-avec-nos>

NOS REVENDICATIONS SUR L'ASSURANCE CHÔMAGE ET LES MESURES POUR COMBATTRE LA PRÉCARITÉ

Solidaires exige l'abrogation pure et simple de la réforme de l'assurance chômage de l'été 2019. Cela permettra de faire bénéficier aux chômeur-euses des modes de calculs de leur temps travaillé existant précédemment. **Il faut par ailleurs prolonger les droits de la durée équivalente à celle de cette crise, c'est à dire déjà pendant au moins un an. Pour le régime général cela correspond à suspendre le décompte des périodes d'indemnisation jusqu'à la fin de la crise.** Cela signifie par ailleurs des dispositifs particuliers pour les intermittent-es du spectacle, ceux et celles en fin de droit avant la crise, la prolongation des CDD... **L'abrogation du décret du 28 décembre 2018 sur le contrôle des chômeur-euses.** **L'augmentation des allocations chômage :** Une nouvelle réforme permettant d'indemniser les 6 chômeur-euses sur 10 qui ne le sont pas ou plus.

PLAN DE SORTIE DE CRISE



UN PLAN UNITAIRE DE SORTIE DE CRISE

Le CUSE (Collectif urgence sociale et écologique) regroupe depuis début 2020 les Amis de la terre, Attac, la CGT, la Confédération paysanne, la FSU, Greenpeace, Oxfam et l'Union syndicale Solidaires. Il a été à l'origine au mois de mars 2020 de l'appel et de la pétition « Plus Jamais ça ». Au mois d'avril/mai, le CUSE décide de se lancer dans un projet ambitieux et primordial sur la période : construire une base revendicative unitaire qui puisse être portée collectivement pour faire face à la crise sociale, économique et écologique qui se révèle avec la Covid-19. Ce « Plan de sortie de crise », soutenu par 20 syndicats et associations comporte 34 mesures réparties dans 9 grands objectifs. Sans être exhaustif, il intègre

un grand nombre d'éléments, comme par exemple un plan contre les violences faites aux femmes, le renforcement des droits des travailleur-es, la réduction et le partage du temps de travail, l'accès au droit au logement de qualité pour toutes et tous, la création d'emplois dans l'agriculture... Ce plan intègre une dimension internationale et propose un moyen de financement des propositions par la reprise du contrôle sur le monde de la finance et de la dette publique et par plus de justice fiscale. Le quatrième volet du plan est peut-être le plus ambitieux en termes de transformation sociale : il s'agit, à travers 7 mesures, de porter la reconversion écologique et sociale des activités. Son introduction porte les enjeux : « [...]

La refonte collective de nos modes de production, de mobilité et de consommation passe par des politiques publiques garantes de l'intérêt général. Des réformes importantes de la formation professionnelle sont essentielles pour assurer cette reconversion, en assurant à chacun-e une sécurité de l'emploi et du revenu. Il faut pleinement intégrer les travailleur-euses dans le processus de décision, car elles et ils sont les plus à même de proposer des changements en profondeur vers la production de biens et de services de qualité, répondant à l'urgence sociale et écologique. Les questions de la socialisation et de la structure des entreprises doivent être posées. »

Il y a urgence dans la période à s'emparer de ces questions dans nos syndicats, avec nos collègues, pour avancer, trouver des solutions sociales et écologiques face aux crises que nous vivons. Cela passera par un rapport de force qui nous permettra de sortir de la société capitaliste destructrice des humains et de la planète!

L'intégralité du plan : <https://solidaires.org/Plus-Jamais-ca-34-mesures-pour-un-plan-de-sortie-de-crise>





Fin 2018 le groupe multinational américain Honeywell fermait son site de production industriel de Plaintel pour le délocaliser en Tunisie, licenciant en même temps 38 salarié-es. Cette entreprise, créée il y a une cinquantaine d'années et qui compta jusqu'à 300 salarié-es avant son rachat en 2010 par Honeywell fabriquait des masques respiratoires jetables et des vêtements de protections sanitaires en quantité considérable. Sa production était de 200 millions de masques par an, fabriqués sur des machines ultras récentes.

Non contente de faire appel aux aides de l'Etat pour financer les huit plans sociaux qu'elle a mis en œuvre pour se débarrasser de ses salarié-es, Honeywell a pris la décision irresponsable et hallucinante en novembre 2018 de détruire ses huit machines en les faisant concasser par la déchetterie située sur la zone industrielle des Châtelet à Ploufragan. L'affaire Honeywell raconte le désinvestissement tragique de l'État dans la production de matériels de protection ainsi que la désindustrialisation du territoire dans un marché mondial de moins en moins régulé, où la recherche du profit maximum prime avant toute autre considération, en particulier sanitaire ou sociale.

Huit jours après le début du confinement décrété par Emmanuel Macron pour lutter contre la pandémie de coronavirus, l'Union syndicale Solidaires des Côtes-d'Armor publie un communiqué « **Que se cache-t-il derrière la fermeture de l'usine Honeywell de Plaintel? Un scandale d'Etat!** ». **Solidaires 22 propose de redémarrer une production locale et industrielle de masques respiratoires grâce aux compétences locales en créant une Société coopérative d'intérêt collectif (SCIC).** La proposition est rapidement défendue par l'intersyndicale CGT, FSU et Solidaires des Côtes-d'Armor. Un comité national de soutien va se mettre en place (Les Amis de la Terre, l'AITEC, ATTAC, la Confédération Paysanne, Convergence des services publics, la FSU, l'Union syndicale Solidaires).

Le travail local débouche rapidement sur la création de la Coop des Masques. La SCIC permet d'associer toutes les actrices du territoire régional et de la filière. Salarié-es, collectivités locales, citoyen-nes et groupements d'acheteurs siègent à son conseil d'administration. L'objectif est de multiplier les sociétaires et de relancer la production dès cet automne. 10 000 parts sociales de 50 euros ont été spécifiquement réservées aux citoyen-nes.

Pour Solidaires, sans être une fin en soi, les coopératives vont en général dans la bonne direction. Elles peuvent permettre de combiner de meilleures conditions de travail, la stabilité de l'emploi et la qualité de la production. Elles peuvent être une réponse pour faire face à la crise et au chômage en posant les questions de relocalisations, de contrôle sur ses conditions de travail et sa finalité, d'indépendances des groupes capitalistes, ... Quoi qu'il en soit il reste primordial qu'une section syndicale puisse s'y développer!



Pour en savoir plus : <https://lacoopdesmasques.com>
Le film de Solidaires sur le sujet : <https://vimeo.com/440379103>



Suite à la décision de report de notre congrès ordinaire de Saint-Jean-De-Monts d'octobre 2020 au printemps 2021 liée aux conséquences de la crise sanitaire, **le bureau national du 11 juin 2020 a validé la tenue d'un congrès extraordinaire en octobre pour discuter de la situation exceptionnelle que nous vivons et des réponses syndicales à y apporter.**

Ce congrès se tiendra à la bourse du travail de Saint-Denis (Seine-Saint-Denis) du mardi 13 au jeudi 15 octobre pour discuter du rapport d'activité de notre Union syndicale sur la période 2017-2020, débattre de la motion « Pour un autre avenir » et renouveler le secrétariat national.

Des mesures ont été prises pour pouvoir tenir le congrès dans le contexte de Covid 19 (réduction des délégations, distances entre les congressistes dans la salle, ...).

Le projet de résolution « **Pour un autre avenir** », volontairement concise, a été validé au comité national de juillet dernier. Elle est amendable par les structures membres jusqu'à la mi-septembre.

Si ce congrès vous intéresse, rapprochez-vous de votre fédération ou syndicat national ou de votre Solidaires départemental!



3 questions à :

Annick Coupé et Nolwenn Neveu,
coordinatrices du nouveau livre d'ATTAC

Pourquoi ce choix ?

Ce livre est, sur la forme et sur le fond, très différent des publications habituelles d'ATTAC qui portent en général sur un thème particulier (les banques, les paradis fiscaux, l'Europe...) et apportent une connaissance forte permettant de développer une expertise citoyenne sur ces questions. Sur la forme d'abord, puisque le format choisi est très proche du manuel scolaire. Sur le fond ensuite, car au lieu de développer une expertise approfondie sur un sujet, le Manuel aborde une trentaine de sujets, bien sûr de manière moins détaillée.

Ce Manuel part d'un constat : le fonctionnement actuel de la société basé sur le capitalisme néolibéral, le productivisme, le patriarcat, les inégalités et discriminations diverses est largement contesté. Les résistances sont fortes en France comme dans d'autres pays, les mouvements sociaux sont porteurs de propositions alternatives et pourtant l'idée que d'autres choix sont possibles engageant des ruptures avec l'ordre actuel se heurte à du scepticisme tant est puissant le sentiment que nos adversaires sont forts et détiennent tous les pouvoirs... Les « responsables » qui nous gouvernent ont voulu nous faire croire qu'il n'y a pas d'alternatives à leurs choix pour la société. Cela rappelle la terrible expression de Margaret Thatcher à la fin des années 1970 : « TINA : There is no alternative ». Il n'y aurait d'autre horizon que celui des promesses de la technologie déchaînée, de « l'homme augmenté » et de l'accumulation illimitée dans une mondialisation dominée par les marchés et la finance. Pourtant, la crise sanitaire du printemps 2020, a montré que, lorsque la situation l'imposait, les États pouvaient sortir du dogmatisme néolibéral et débloquer très rapidement des milliards d'euros pour faire face à la crise. Les ressources financières existent pour mener à bien des politiques alternatives. Pour cela, il faut que les centaines de milliards d'euros confisqués par l'évasion fiscale ou les cadeaux fiscaux à l'égard des plus riches et des multinationales nous soient restitués, et soient utilisés pour les urgences sociales et écologiques, à la réhabilitation des services publics, ou encore au respect du droit au logement et à la solidarité internationale...

Quel est le contenu de ce Manuel ?

En montrant que les germes d'un autre monde sont déjà là aujourd'hui, ce Manuel veut mettre en évidence que ce qui nous paraît absurde ou injuste dans la société actuelle ne procède d'aucune fatalité.

Nous avons tenté une projection temporelle qui nous situerait dix ans en avant. Il nous semble en effet que, confronté-es aux menaces écrasantes qui pèsent sur la démocratie, les humains et les écosystèmes, nous avons besoin, pour lutter, de pouvoir distinguer à l'horizon une autre société possible. Dans chacun des 30 chapitres thématiques répartis en 6 grandes parties (écologie, démocratie économique, égalité, libertés et démocratie, solidarité) et introduits par un dessin de l'illustrateur Allan Barte, un état des lieux en 2020 est suivi d'une présentation du monde de 2030, où s'amorce une transition. Des articles, documents, graphiques et autres ressources viennent étayer les propositions formulées pour construire le « monde d'après ».

Certaines de ces propositions sont portées par ATTAC mais la plupart émanent de différentes associations, collectifs, chercheur-euses, groupes militants qui ont construit leur expertise dans les luttes sociales. Celles-ci ne prétendent pas être les « bonnes », ni les seules possibles. Ces propositions ne sont pas toujours consensuelles, elles ont d'ailleurs, pour certaines d'entre elles, pu faire l'objet de débats et discussions lors de la rédaction de ce Manuel. Mais elles ont le mérite de faire réfléchir, discuter et de nous autoriser à imaginer d'autres possibles.

Quelle est l'utilité de ce Manuel pour les mouvements sociaux et comment peut-il être utilisé dans ce sens ?

Le souhait que nous formulons avec ce Manuel « d'utopie réaliste », c'est qu'il devienne un outil de débat citoyen, d'éducation populaire et d'imagination collective pour inventer ensemble un futur souhaitable pour nos sociétés et pour la planète.

On peut imaginer que localement des débats s'organisent avec ATTAC et d'autres mouvements, une diversité de militant-es pour prendre un sujet, voir comment il se décline sur le territoire, débattre des mesures proposées dans le Manuel sur cette question, voir si elles font accord, si d'autres apparaissent, comment elles pourraient se mettre en œuvre... Le Manuel peut aussi être utilisé dans les mobilisations sociales pour alimenter les débats et montrer que des réponses existent déjà mais qu'elles ne sont pas exhaustives, qu'elles peuvent et doivent être enrichies, voire contestées et repensées à l'épreuve du terrain et des expériences des un-es et des autres.

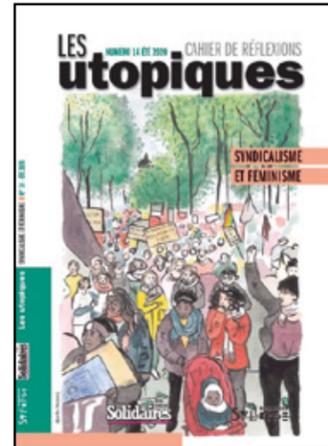
Pour en savoir plus :

<https://france.attac.org/nos-publications/livres/article/nouveau-livre-manuel-d-histoire-du-futur-2020-2030-comment-nous-avons-change-de>

infos solidaires

Les Utopiques n° 14

Le nouveau numéro des Utopiques, cahier de réflexions publié par Solidaires, est consacré à l'action syndicale féministe. Les articles interrogent l'histoire ouvrière des femmes, celle d'hier et d'aujourd'hui, et ses invisibilités. Ils regardent les outils apportés par le féminisme et ses luttes au mouvement ouvrier, et pointent les débats qu'ils ont suscités. La créativité des collectifs féministes en termes de luttes comme leur pouvoir émancipateur viennent titiller un syndicalisme encore masculin, qui gagnera à investir le terrain des oppressions croisées.
<https://solidaires.org/Les-utopiques-no14>



Marche Nationale des Sans Papiers : 19 septembre - 17 octobre

Solidaires est investie avec des collectifs de Sans-Papiers dans la Marche des Solidarités, mouvement pour l'égalité des droits, contre le racisme et pour la régularisation de tous les Sans-Papiers. La Marche des Solidarités a fait le bilan très positif des manifestations des 30 mai (acte 1) et du 20 juin (acte 2). Elle a donc lancé un appel plus massif pour construire l'acte 3 : une Marche nationale des Sans-Papiers pour l'égalité et la régularisation, la fermeture des Centres de Rétention Administrative et un logement pour touTEs, partant des quatre coins du pays pour converger à Paris le samedi 17 octobre.

Extrait de l'appel : « Parce qu'il s'agit de liberté et de solidarité, nous manifesterons le 17 octobre en hommage à toutes les victimes du colonialisme, du racisme et des violences de la police, en hommage à toutes les victimes des politiques anti-migratoires et des contrôles au faciès. Parce qu'il s'agit tout simplement d'égalité nous manifesterons pour imposer enfin la régularisation de touTEs les Sans-Papiers, la fermeture des centres de rétention et le logement pour touTEs. »

Pour aider au financement : <https://www.lepotcommun.fr/pot/ssqm01al>
Toutes les informations : <https://blogs.mediapart.fr/marche-des-solidarites/>



Expressions solidaires

Journal bimestriel édité par l'Union syndicale Solidaires
Rédaction : 31 rue de la Grange aux Belles - 75 010 Paris
Téléphone : 01 58 39 30 20
Fax : 01 43 67 62 14
contact@solidaires.org
Directrice de publication : Cécile Gondard-Lalanne

N° CPPAP : 1 023 S 05397
Dépôt légal : à parution

Imprimerie : Rotographie, Montreuil-sous-Bois (93)



Graphisme : Atelier du Bonjour